

Journal de 20 heures
Le Conseil de sécurité vient d'autoriser
l'opération montée par la France pour une
durée de deux mois au Rwanda

Bruno Masure, Laurent Boussié, Philippe Rochot, Philippe Harrouard

France 2, 22 juin 1994

Le représentant à Bruxelles du FPR a trouvé louable cette initiative humanitaire mais n'a pas du tout été convaincu par les explications de la diplomatie française.

[Bruno Masure :] L'intervention militaire au Rwanda devrait débuter dès demain [23 juin] avec, euh, l'engagement d'un premier détachement de 600 hommes. Le Conseil de sécurité de l'ONU à New York vient de donner son feu vert à cette opération temporaire prévue pour une durée maximum de deux mois.

Nous consacrerons bien sûr une part essentielle de ce journal à cette intervention, ses motivations, ses conséquences mais aussi les réticences qu'elle suscite dans le monde avec nos reporters, nos reportages, nos commentateurs et le témoignage, euh, de Laurent Boussié, l'un des seuls journalistes français encore actuellement à Kigali.

[...]

Madame, Monsieur, bonsoir. L'intervention militaire française au Rwanda pourrait débuter dès demain [23 juin], le Conseil de sécurité des Nations unies venant de donner son feu vert.

Sur place à Kigali les combats ont redoublé d'intensité alors que par mesure de prudence les responsables de l'ONU sur place ont décidé d'évacuer les Casques bleus africains francophones qui ont fait l'objet de menaces très sérieuses de la part des rebelles du FPR, qui considèrent plus que jamais toute intervention militaire française comme une déclaration de guerre.

Avant de développer très longuement toutes ces informations, je vous propose tout de suite de retrouver, en direct au téléphone, notre envoyé spécial à Kigali Laurent Boussié.

[Bruno Masure interroge à présent Laurent Boussié, en duplex de Kigali.]

Bruno Masure : Laurent est-ce que vous m'entendez ?

Laurent Boussié : Oui tout à fait Bruno.

Bruno Masure : Bonsoir Laurent. Vous avez eu une nuit et une matinée particulièrement éprouvante avec une véritable pluie d'obus.

Laurent Boussié : Oui absolument. Vous savez ici à Kigali la tension est encore montée d'un cran. Elle est..., elle est maintenant, euh, presque palpable, intégrée à l'odeur de mort omniprésente dans la ville [diffusion d'images de Kigali dans la pénombre datées du 20 juin 1994]. Une tension qui évidemment est due à l'intervention française qui se prépare mais aussi aux bombardements comme vous l'avez dit, euh..., de ce matin et de la nuit dernière. Des bombardements qui nous ont tenus réveillés, euh, depuis trois heures du matin. À partir de 5 heures, à ces bombardements intensifs se sont ajoutés des bruits de combats, euh, de combats d'infanterie, euh..., et d'armes automatiques. Et ça n'est que vers midi que ces combats ont baissé un p'tit peu d'intensité.

Bruno Masure : Vous avez pu visiter, euh, les hôpitaux à Kigali, il semble qu'il y ait de..., de nombreux blessés, euh..., supplémentaires ?

Laurent Boussié : Et ben évidemment. Et ces bombardements et ces combats ont fait de nouveaux blessés et cet après-midi, avec, euh..., des journalistes anglais et américains, nous nous sommes rendus à l'hôpital de la Croix-Rouge. Alors évidemment là-bas, euh, c'est..., c'est..., c'est l'horreur, quoi. C'est..., c'est..., c'est incroyable : y'a les morts, y'a..., y'a..., y'a les survivants, y'a..., y'a ceux qui vont mourir. Euh, ça, tout ça, c'est dans une atmosphère, euh, de..., de..., de fin du monde avec des médecins qui opèrent 24 heures sur 24, des..., des pansements et des..., des..., des médicaments qui..., qui commencent à manquer. Alors vous voyez, c'est..., c'est assez difficile [diffusion d'images de blessés acheminés à l'hôpital, dont des enfants amputés aux membres].

Bruno Masure : Laurent Boussié vous êtes actuellement réfugié à Kigali à la Mission d'intervention des Nations unies qu'on appelle la MINUAR. Il y a encore sur place environ 450, euh, Casques bleus seulement qui attendent désespérément des renforts.

Laurent Boussié : Oui vous savez, euh, il s'est dit qu'ce matin sont partis les

80 soldats, euh, francophones, donc du Sénégal, du got..., et du Togo. Euh..., c'est vrai que la..., le sentiment anti-français se renforce. Quand..., quand je suis allé cet après-midi, euh, au..., à l'hôpital de la Croix-Rouge – euh, j'y suis allé dans un blindé de l'ONU, euh, vous l'disiez avec des journalistes, euh, anglais et américains –, à un moment on a..., on a été arrêtés par, euh, des miliciens. Les blindés ont dû s'arrêter. Et, euh..., les miliciens ont demandé est-ce qu'il y avait des Français à bord. Alors évidemment on a dit non ! Mais, euh, les Français étaient, euh, étaient recherchés, quoi [diffusion d'images de véhicules de l'ONU].

Bruno Masure : Euh, toute dernière question, euh, Laurent Boussié. Euh..., quel est le..., le climat ce soir à Kigali alors que vous venez d'apprendre que le Conseil de sécurité vient donc de donner le feu vert à l'intervention militaire française qui devrait – je l'appelle – débiter dès demain [23 juin] ?

Laurent Boussié : Eh ben écoutez, la tension est très, très forte. Il y a encore des combats, un p'tit peu..., un peu moins importants qu'la nuit dernière mais il y a encore des combats. Et puis, euh..., les..., les..., les..., les..., les Casques bleus ici, euh..., ceux qui restent, envisagent toutes les..., les solutions et tout..., tout c'qui peut arriver pour eux est a..., est envisagé. Donc vous voyez que la..., la situation reste très difficile.

Bruno Masure : Merci infiniment pour ce témoignage Laurent Boussié. Je rappelle que vous êtes avec Jean-Marie Lemaire et Girard Flezeau [Gérard Flegeau] nos envoyés spéciaux à Kigali dans des conditions, vous vous doutez bien, de travail extrêmement périlleuses.

Le déclenchement de cette opération militaire française était – je vous l'appelle – subordonné à un feu vert officiel du Conseil de sécurité des Nations unies. Un vote en ce sens vient d'intervenir. J'vous propose de retrouver tout de suite à New York Bruno Albin.

[Bruno Albin, face caméra, devant le siège des Nations unies : "Le Conseil de sécurité vient donc d'autoriser l'opération montée par la France pour une durée de deux mois au Rwanda. Ce qui empêchait jusqu'à présent le vote se résume à deux questions : la France devait-elle intervenir sous ses propres couleurs avec un mandat des Nations unies ? Ou alors devait-elle le faire en coiffant le Casque bleu de l'ONU ? Celui de la Mission des Nations unies au Rwanda, la MINUAR, qui est malheureusement actuellement paralysée militairement sur le terrain. La France voulait la première solution. Le mandat qu'elle vient d'obtenir lui permettra le cas échéant d'utiliser les armes pour assurer la sécurité et la protection des populations. Cette... position était défendue par le secrétaire général de l'ONU, Monsieur Boutros-Ghali, ainsi que

par une majorité des membres du Conseil. Le feu vert que la France vient d'obtenir a été acquis malgré l'opposition de ceux qui redoutent que cette intervention ne compromette dans l'avenir les chances d'action de l'ONU au Rwanda".]

[Bruno Masure :] Avant même ce vote du Conseil de sécurité, François Léotard avait annoncé cet après-midi que l'intervention militaire française pourrait débuter dès demain [23 juin]. Baptisée "opération Turquoise", elle devrait mobiliser environ 2 500 hommes dont 1 500 sont déjà prépositionnés au Gabon ou encore à Djibouti. Précisions avec Dorothee Olliéric.

[Dorothee Olliéric :] Les Nations unies ont donné le feu vert : l'opération Turquoise pourrait donc commencer demain [23 juin]. 200 militaires français sont d'ores et déjà au Zaïre. Ils seront 600 demain et 2 500 le 25 juin. Du point de vue de l'équipement, 500 véhicules et une quarantaine d'avions seront acheminés au Zaïre [diffusion d'images d'archives de soldats français navigant sur un lac et marchant sur le tarmac d'un aéroport].

Le contingent français sera basé à proximité de la frontière, notamment sur l'aéroport international de Goma et au sud à Bukavu [diffusion d'une carte du Rwanda et de l'Est du Zaïre localisant notamment les villes de Goma, Bukavu et Cyangugu ; la ligne de front passe à proximité de la région de Kibuye]. La première incursion serait dans la ville de Cyangugu, au sud du Rwanda, en zone tenue par les gouvernementaux où se trouvent quelque 10 000 réfugiés tutsi [sur la carte précitée, une flèche rouge part de Bukavu en direction de Cyangugu et une autre des environs de Goma vers le Nord-Ouest du Rwanda].

L'opération Turquoise sera limitée dans le temps avec un terme fin juillet [diffusion d'images de réfugiés marchant le long d'une route sous le regard d'un soldat au béret noir et de miliciens]. Et l'objectif reste humanitaire : il ne s'agit pas d'interposition mais de protection des populations civiles. Cependant dans le cadre du chapitre VII des Nations unies, les militaires français pourront faire usage de la force pour protéger les réfugiés.

Enfin des instructions très précises ont été données aux soldats français pour éviter toute confrontation avec les forces du Front patriotique rwandais [diffusion d'images d'archives de soldats du FPR en train de tirer à l'arme lourde].

[Bruno Masure :] Interrogé par Isabelle Baechler, le ministre de la Défense a rappelé les objectifs mais aussi les limites de cette opération Turquoise.

[François Léotard, "Ministre de la Défense" : - "Je rappelle que notre objectif est humanitaire : sauver, dès que possible, des gens. Des enfants, des

vieillards, des civils, des religieux, des gens qui sont menacés dans leur vie. En aucune manière nous n'avons l'intention ni l'objectif de nous interposer dans la guerre elle-même ! C'est-à-dire pour prendre parti pour l'une ou l'autre des deux parties. Donc faut qu'ça soit très clair. Et je vois pas qui aujourd'hui peut nous reprocher, au nom d'une communauté internationale souvent défaillante, de faire en sorte qu'on sauve un enfant [il pointe son index vers le haut] ! Isabelle Baechler : - "Mais l'objection du FPR est que vous allez, euh..., allez sauver les massacreurs au contraire". François Léotard : - "Mais dès..., dès demain matin [23 juin] nous apporterons la preuve que c'est le contraire qui s passe, exactement le contraire puisque, euh, en principe, dans..., dans..., dans la matinée, nous allons, euh, dans un endroit, un lieu, une localité qui s'appelle Cyanguu – qui est, euh, de l'autre côté de la frontière zaïroise en territoire rwandais – où, nous dit-on, un certain nombre de milliers de Tutsi, c'est-à-dire de personnes qui appartiennent à la même ethnie que le FPR, euh, sont menacés. Et donc dès demain nous allons prouver, au contraire, et la bonne foi et la bonne volonté qui sont les nôtres". Isabelle Baechler : - "Comment l'armée va-t-elle pouvoir éviter le contact avec le FPR ?". François Léotard : - "D'abord nous allons, dans un premier temps, dans la zone ouest du Rwanda, euh, zone dans laquelle y'a des réfugiés que nous allons protéger. Mais il n'y a pas de contact immédiat et direct avec les forces du FPR. Et nous refuserons ce contact, c'est clair". Isabelle Baechler : - "Et si FP..., le FPR veut en découdre ?". François Léotard : - "Mais, si jamais il y a des attaques contre les forces françaises qui agissent – je l'appelle – sous un mandat de l'ONU, si jamais il y avait des attaques, elles répondraient, c'est évident. Nous sommes, euh, dans un chapitre de la charte des Nations unies – qui s'appelle le chapitre VII – et qui fait que nous avons le droit d'utiliser la force si l'ONU nous le donne. Et donc si jamais y'avait des obstacles qui étaient, euh..., apposés..., opposés à..., au sauvetage de vies humaines, bien entendu il pourrait y avoir action de force".]

[Bruno Masure :] Les rebelles du FPR l'ont dit et redit : un feu vert de l'ONU à la France – qui vient donc d'être donné, j'vous l'appelle ce soir – équivaldra pour eux à une véritable déclaration de guerre. Ce matin Alain Juppé a reçu pendant une heure à Paris le représentant à Bruxelles du Front patriotique rwandais qui a trouvé louable cette initiative humanitaire mais n'a pas du tout été convaincu par les explications de la diplomatie française.

[Jacques Bihozagara, "Relations Internationales, Front Patriotique Rwandais" : - "Nous ne souhaitons pas que la France, euh, participe au Rwanda, euh, comme membre des Casques bleus. Et, vous comprenez que... une telle

initiative ou décision de la part de la sécurité serait, euh, justement contraire à notre, euh, mise en garde". Le journaliste qui l'interroge [en tenant un micro de France 3] : - "Mais est-ce que vous iriez jusqu'à tuer des soldats français?". Jacques Bihozagara : - "Notre objectif n'est pas de tuer. Mais si c'est..., s'il s'agit d'une agression, nous allons certainement y répondre par, euh, des moyens en notre possession". Le journaliste : - "Mais vous, vous considérez l'intervention française comme une agression?". Jacques Bihozagara : - "Eh bien, nous pensons que toute intervention qui n'est pas souhaitée et dont on n'a pu clarifier pourquoi on ne l'a pas souhaitée, eh bien, nous la considérons comme une agression".]

[Bruno Masure :] Dès hier [21 juin] l'Organisation de l'unité africaine – l'OUA – avait affirmé son opposition à cette intervention française au Rwanda. Hier également une vingtaine d'associations humanitaires françaises condamnaient également cette initiative estimant qu'elle ne ferait que relancer les combats sur place.

Condamnation également du conseil mondial des Églises et fortes réserves de la plupart de nos partenaires européens. Beaucoup d'observateurs et de diplomates estiment en effet que la France est le pays le plus mal placé pour intervenir directement et cela en raison de sa partialité historique et son soutien résolu à l'ancienne dictature qui était en place à Kigali. Rappel signé Philippe Rochot.

[Philippe Rochot :] Les soldats français au Rwanda, c'était en 1990 pour évacuer les étrangers pendant l'offensive du Front patriotique rwandais. Ces hommes sont pourtant restés, à la demande du Président Habyarimana [diffusion d'images d'archives montrant des soldats au béret rouge dans le hall de l'aéroport de Kanombe; une incrustation "Kigali, 1990" s'affiche à l'écran]. Deux ans plus tard ils seront même 700 et ne partiront qu'en 93 après les accords de paix.

Mais entre-temps l'offensive du FPR a pu être contenue par l'armée gouvernementale formée par des instructeurs français. Il existe des accords de coopération militaire avec le Rwanda depuis 63 [diffusion d'images d'archives de soldats français devant l'aéroport de Kanombe]. Et depuis 70, jusqu'en avril dernier, une mission d'assistance à l'armée rwandaise était présente à Kigali [diffusion d'images d'archives montrant un soldat de l'armée gouvernementale s'en prendre à un civil].

La France a toujours maintenu de bonnes relations avec le Président Habyarimana [Habyarimana] dont les forces armées ont été accusées à plusieurs reprises d'avoir organisées des massacres parmi les populations tutsi surtout

dans les années 90 [diffusion d'images d'archives de la réception à l'Élysée du Président Habyarimana par François Mitterrand ; une incrustation "Paris, 2 avril 1990" s'affiche à l'écran].

L'Élysée a justifié dimanche [19 juin] le soutien au régime du Président Habyarimana en écrivant qu'il fallait empêcher une solution militaire de dominer au Rwanda et contenir l'offensive du FPR [gros plan sur la Une du journal *Libération* "Rwanda : Les amitiés coupables de la France"].

Mais les faits sont là : la France est considérée comme partisane dans ce conflit [gros plan sur un article du journal *Libération* intitulé : "La France prise au piège de ses accords"]. En avril dernier elle a dû promettre à l'opposition rwandaise qu'elle pénétrerait dans le pays uniquement pour sortir les étrangers pris au piège de la guerre civile et qu'elle se retirait ensuite [on voit un convoi de soldats de l'opération Amaryllis passer devant une famille massacrée ; une incrustation "Kigali, 9 avril 1994" s'affiche à l'écran].

Ne restaient alors au Rwanda que quelque 5 000 hommes de la force des Nations unies, la MINUAR, dont la plupart ont aujourd'hui quitté le pays. Un soldat de l'ONU déchira même de rage son béret [gros plan sur le soldat belge en train de déchirer son béret] : les massacres allaient continuer.

[Bruno Masure :] La situation au Rwanda a été au centre ce matin d'un conseil restreint réuni à l'Élysée après le conseil des ministres. À l'occasion des questions d'actualité cet après-midi à l'Assemblée, Edouard Balladur a voulu répondre publiquement aux doutes et aux soupçons à propos de ce projet d'intervention de la France au Rwanda.

Les élus de la majorité semblent assez divisés sur la question. Les plus fortes réserves proviennent des rangs du RPR. C'est ainsi que Pierre Messmer, ancien ministre des Armées, a qualifié cette intervention de "mal fondée, inefficace et dangereuse". Reportage à l'Assemblée nationale, Jean-Baptiste Prédali.

[Jean-Baptiste Prédali :] La déclaration était attendue, le ton solennel. Et dès le début de la séance des questions à l'Assemblée, Edouard Balladur a précisé le cadre de l'intervention française au Rwanda [gros plan sur le Premier ministre avant sa prise de parole dans l'hémicycle]. Des explications sur les conditions dans l'attente du feu vert de l'ONU et un rappel des principes.

[Edouard Balladur, "Premier ministre" : "Le gouvernement a pris cette décision parce qu'il est conscient des responsabilités qui pèsent sur notre pays, de par sa situation de membre permanent du Conseil de sécurité. Il l'a prise aussi parce qu'une solidarité ancienne et vivante unie notre pays à l'Afrique et qu'il ne saurait laisser des populations africaines livrées au génocide. Il

l'a prise parce que tous les recours diplomatiques et humanitaires ayant été épuisés, les massacres ne se sont pas arrêtés et que..., il faut qu'à tout le moins à certains États, dont la France, réagissent [sic]."]

Dans l'hémicycle la majorité a applaudi, pas l'opposition. Mais dans les couloirs, s'il y avait divergence, ça n'était pas forcément droite-gauche.

[Jacques Baumel, "R.P.R." : "Quand nous serons retirés, comme les Américains en Somalie, que se passera-t-il ? Eh bien, il se passera que malheureusement les massacres reprendront de plus belle. Alors nous aurons fait un aller-retour, certainement intéressant sur le plan de la..., médiatique, mais pas très efficace sur l'avenir".]

Pierre Lellouche, "R.P.R." : "C'est la pire des solutions possibles l'intervention militaire. Mais j'vois pas tellement c'qu'on peut faire d'autre parce que si nous in..., laissons s'installer l'anarchie et le génocide comme moyen normal de faire de la politique en Afrique, on aura une situation explosive. Et on..., on ne peut pas s'en désintéresser, c'est en face de nous".]

À gauche, les socialistes n'avaient pas applaudi le Premier ministre, pourtant ils approuvent.

[Jean-Michel Boucheron, "P.S." : "Quand des gens meurent, en Bosnie, tout le monde trouve normal qu'il y ait une intervention française et d'autres pays. Pourquoi en Afrique ça serait pas la même chose ?"]

Georges Hage, "P.C." : "Et je conteste le bien-fondé de l'intervention de la France telle que on nous l'annonce aujourd'hui".]

Aux communistes près, c'était plutôt le consensus à l'Assemblée. Avec une question : après une intervention limitée dans le temps, que se passera-t-il au Rwanda ?

[Bruno Masure s'entretient à présent en plateau avec Philippe Harrouard.]

Bruno Masure : Avant de mettre un terme pour ce soir à ce lourd dossier, une dernière question Philippe Harrouard : pourquoi cette volonté politique française, je dirais, d'y aller envers et contre tout ?

Philippe Harrouard : Ben, c'qui est certain Bruno en tout cas, c'est que la France ne peut plus reculer maintenant. Malgré l'hostilité et les critiques au Rwanda, en Afrique, en France même – on vient de le voir –, elle se doit d'intervenir maintenant que le feu vert des Nations unies est donné. Alors pourquoi ? Bien, une volonté politique qui répond d'abord à ce devoir d'ingérence face aux insupportables images des massacres. Comme pour la Bosnie. Sauf qu'en Bosnie, la communauté internationale a suivi mieux qu'en parole. Et puis quelque part, peut-être que la France veut se racheter de

la politique menée au Rwanda ces dernières années qui est tant critiquée aujourd'hui. Ce n'est pas un hasard si l'Élysée puis le Quai d'Orsay ont pris beaucoup de soin à démontrer que l'action de la France a surtout été d'aider au dialogue entre les frères ennemis et non de prendre parti pour le pouvoir établi. Et puis il s'agit enfin de prouver qu'on n'abandonne pas l'Afrique à son triste sort qui est fait de guerres, de catastrophes économiques, de famines, de SIDA. Même si la France semble avoir pris quelques distances avec ce continent. Il faut reconnaître qu'entre ne rien faire et y aller avec des arrière-pensées, notamment de rester en Afrique, la deuxième solution est la plus acceptable.

Bruno Masure : Merci Philippe Harrouard [...].